



GOBEIL & DESBIENS CPA

 2465, rue Saint-Hubert  
Jonquière (Qc) G7X 5M7  
 418.547.7701  
 info@gdcpa.ca

**SERVICE D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES  
CRIMINELS MARTHE VAILLANCOURT  
ÉTATS FINANCIERS  
31 MARS 2025**





GOBEIL & DESBIENS CPA

 2465, rue Saint-Hubert  
Jonquière (Qc) G7X 5M7  
 418.547.7701  
 info@gdcpa.ca

**SERVICE D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES  
CRIMINELS MARTHE VAILLANCOURT  
ÉTATS FINANCIERS  
31 MARS 2025**

**TABLE DES MATIÈRES**

|                                    | <b>Page</b> |
|------------------------------------|-------------|
| Rapport de l'auditeur indépendant  | 2 - 4       |
| État des résultats                 | 5 - 6       |
| État de l'évolution de l'actif net | 7           |
| Bilan                              | 8           |
| État des flux de trésorerie        | 9           |
| Notes complémentaires              | 10 - 14     |
| Renseignements complémentaires     | 15          |



GOBEIL & DESBIENS CPA

 2465, rue Saint-Hubert  
Jonquière (Qc) G7X 5M7  
 418.547.7701  
 info@gdcpa.ca

## RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux administrateurs de  
Service d'aide aux victimes d'actes criminels Marthe Vaillancourt

### *Opinion avec réserve*

Nous avons effectué l'audit des états financiers de l'organisme Service d'aide aux victimes d'actes criminels Marthe Vaillancourt (l'« organisme »), qui comprennent le bilan au 31 mars 2025, et les états des résultats, de l'évolution de l'actif net et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, à l'exception des incidences éventuelles du problème décrit dans la section « Fondement de l'opinion avec réserve » de notre rapport, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de l'organisme au 31 mars 2025, ainsi que des résultats de ses activités et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif.

### *Fondement de l'opinion avec réserve*

Comme c'est le cas dans de nombreux organismes sans but lucratif, l'Organisme perçoit des produits de dons sous forme de contributions pénales ou autres pour lesquels il n'est pas possible d'auditer l'exhaustivité de façon satisfaisante. Mon audit de ces produits s'est limité aux montants comptabilisés dans les comptes de l'Organisme. Par conséquent, je n'ai pu déterminer si des ajustements auraient pu s'avérer nécessaires pour la période considérée et la période précédente en ce qui concerne les produits, l'excédent (l'insuffisance) des produits et des charges, l'actif à court terme et l'actif net.

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'organisme conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit avec réserve.

### *Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers*

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'organisme à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'organisme ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'organisme.

### *Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers*

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'organisme;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;

- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'organisme à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'organisme à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

*Gobeil & Desbiens CPA Inc.*

**Par Marie-Claude Gobeil, CPA auditrice**

Jonquière, le 22 mai 2025

**SERVICE D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS MARTHE  
VAILLANCOURT**

**ÉTAT DES RÉSULTATS**

**EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2025**

Page 5

|  | <b>Fonds<br/>d'admi-<br/>nistration</b> | <b>Fonds<br/>d'immo-<br/>bilisations</b> | <b>Fonds des<br/>contri-<br/>butions<br/>pénales</b> | <b>2025<br/>Total</b> | <b>2024<br/>Total</b> |
|--|---|--|--|-----------------------|-----------------------|
| <b>PRODUITS</b>  |   |  |  |                       |                       |
| Subvention FAVAC   | 2 713 982 \$                            | - \$                                     | - \$   | 2 713 982 \$          | 2 379 890 \$          |
| Programme de mesures de<br>rechange général (PMRG)   | 124 847                                 | -  | -  | 124 847               | 122 400               |
| Enquête nationale sur les<br>femmes et les filles<br>autochtones disparues et<br>assassinées (ENFFADA) | 231 600                                 | -  | -  | 231 600               | 251 445               |
| Tribunaux spécialisés  | 296 410                                 | -  | -  | 296 410               | 255 816               |
| Programme Témoin Enfant<br>(PTE)   | 82 500                                  | -  | -  | 82 500                | 88 859                |
| Projet violence conjugale<br>Projet RADAR  | -                                       | -  | -  | -                     | 6 844                 |
| 02 (annexe A)  | 149 850                                 | -  | -  | 149 850               | 42 908                |
| Autres subventions - projet<br>d'été   | 20 120                                  | -  | -  | 20 120                | -                     |
| Sommes versées par les<br>contrevenants  | -                                       | -  | 15 800   | 15 800                | 14 550                |
| Dons   | -                                       | -  | 6 990  | 6 990                 | 10 561                |
| Revenus intérêts   | 10 000                                  | -  | 25 339   | 35 339                | 36 966                |
| Autres sources financement   | 19 321                                  | -  | -  | 19 321                | 28 000                |
|  | 3 648 630                               | -  | 48 129   | 3 696 759             | 3 238 239             |

**FRAIS**

**D'ADMINISTRATION**

|   |           |   |   |           |           |
|---|-----------|---|---|-----------|-----------|
| Salaires                                | 2 581 401 | - | - | 2 581 401 | 2 369 052 |
| Avantages sociaux                       | 433 380   | - | - | 433 380   | 390 303   |
| Associations/Cotisations                | 18 512    | - | - | 18 512    | 15 294    |
| Assurances                              | 10 304    | - | - | 10 304    | 9 414     |
| Documentation/Abonnement                | 905       | - | - | 905       | 846       |
| Frais de déplacement                    | 77 991    | - | - | 77 991    | 62 458    |
| Frais de formation                      | 23 943    | - | - | 23 943    | 18 763    |
| Frais de fonction                       | 399       | - | - | 399       | 61        |
| Honoraires professionnels               | 18 103    | - | - | 18 103    | 9 700     |
| Frais de recrutement                    | 1 528     | - | - | 1 528     | -         |
| Frais de location                       | 4 863     | - | - | 4 863     | 1 990     |
| Frais d'impression                      | 3 870     | - | - | 3 870     | 4 368     |
| Infovac                                 | 3 000     | - | - | 3 000     | 2 041     |
| Papeterie/Fourniture de<br>bureau       | 29 284    | - | - | 29 284    | 22 017    |
| Achats informatiques et<br>bureautiques | 8 654     | - | - | 8 654     | -         |

**SERVICE D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS MARTHE  
VAILLANCOURT**

**ÉTAT DES RÉSULTATS**

**EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2025**

Page 6

|  | <b>Fonds<br/>d'admi-<br/>nistration</b> | <b>Fonds<br/>d'immo-<br/>bilisations</b> | <b>Fonds des<br/>contri-<br/>butions<br/>pénales</b> | <b>2025<br/>Total</b> | <b>2024<br/>Total</b> |
|--|---|--|--|-----------------------|-----------------------|
| Réaménagement des locaux                             | 10 700                                  | -  | -  | 10 700                | -                     |
| Achat de mobilier                                    | -                                       | -  | -  | -                     | 3 174                 |
| Entretien et réparation<br>informatique              | 5 144                                   | -  | -  | 5 144                 | 6 673                 |
| Publicité/Promotion                                  | 3 911                                   | -  | -  | 3 911                 | 3 951                 |
| Télécommunications                                   | 7 678                                   | -  | -  | 7 678                 | 7 009                 |
| Frais entretien/Réparation                           | 601                                     | -  | -  | 601                   | 573                   |
| Loyer/Frais afférents                                | 140 335                                 | -  | -  | 140 335               | 165 051               |
| Frais réseau   | 25 239                                  | -  | -  | 25 239                | 16 228                |
| Programme Témoin Enfant                              | 1 792                                   | -  | -  | 1 792                 | 1 742                 |
| Point de service Opitciwan                           | 6 549                                   | -  | -  | 6 549                 | 2 886                 |
| Projet Mashteuiatsh                                  | 14 885                                  | -  | -  | 14 885                | 9 838                 |
| Projet RADAR 02                                      | 149 850                                 | -  | -  | 149 850               | 42 908                |
| Projet violence conjugale                            | -                                       | -  | -  | -                     | 6 844                 |
| Frais activités des bénévoles                        | 557                                     | -  | -  | 557                   | 590                   |
| Activités reconnaissances                            | 1 460                                   | -  | -  | 1 460                 | 1 015                 |
| Frais conseil administration                         | 1 878                                   | -  | -  | 1 878                 | 1 078                 |
| Divers   | -                                       | -  | -  | -                     | 1 650                 |
| Taxes/Permis   | 14 343                                  | -  | -  | 14 343                | 14 088                |
| Frais bancaires                                      | 1 367                                   | -  | -  | 1 367                 | 1 614                 |
|  | <b>3 602 426</b>                        | <b>-</b>                                 | <b>-</b>   | <b>3 602 426</b>      | <b>3 193 219</b>      |
| <b>EXCÉDENT DES<br/>PRODUITS SUR LES<br/>CHARGES</b> | <b>46 204 \$</b>                        | <b>- \$</b>                              | <b>48 129 \$</b>                                     | <b>94 333 \$</b>      | <b>45 020 \$</b>      |

Les notes complémentaires et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**SERVICE D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS MARTHE  
VAILLANCOURT**

**ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE L'ACTIF NET**

**EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2025**

Page 7

|  | <b>Fonds<br/>d'admi-<br/>nistration<br/>affectés</b> | <b>Fonds<br/>d'admi-<br/>nistration<br/>non affectés</b> | <b>Fonds des<br/>contri-<br/>butions<br/>pénales</b> | <b>2025<br/>Total</b> | <b>2024<br/>Total</b> |
|--|--|--|--|-----------------------|-----------------------|
| <b>SOLDE AU DÉBUT</b>                    | 20 000 \$  | 12 373 \$  | 104 455 \$   | 136 828 \$            | 91 808 \$             |
| EXCÉDENT DES PRODUITS<br>SUR LES CHARGES | -  | 46 204   | 48 129   | 94 333                | 45 020                |
| <b>SOLDE À LA FIN</b>                    | 20 000 \$  | 58 577 \$  | 152 584 \$   | 231 161 \$            | 136 828 \$            |

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**SERVICE D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS MARTHE  
VAILLANCOURT**

**BILAN**

**31 MARS 2025**

Page 8

|  | <b>Fonds<br/>d'admini-<br/>stration</b> | <b>Fonds<br/>d'immo-<br/>bilisations</b> | <b>Fonds des<br/>contri-<br/>butions<br/>pénales</b> | <b>2025<br/>Total</b> | <b>2024<br/>Total</b> |
|--|---|--|--|-----------------------|-----------------------|
| <b>ACTIF</b>                             |   |  |  |                       |                       |
| Actif à court terme                      |   |  |  |                       |                       |
| Encaisse                                 | 170 613 \$                              | - \$                                     | - \$   | 170 613 \$            | 110 101 \$            |
| Placements à court<br>terme (note 3)     | 954 686                                 | -  | -  | 954 686               | 584 320               |
| Débiteurs (note 4)                       | 46 019                                  | -  | -  | 46 019                | 27 633                |
| À recevoir du fonds<br>d'administration  | -                                       | -  | 152 584  | 152 584               | 104 455               |
| Frais payés d'avance                     | 19 992                                  | -  | -  | 19 992                | 20 657                |
|  | <b>1 191 310 \$</b>                     | <b>- \$</b>                              | <b>152 584 \$</b>                                    | <b>1 343 894 \$</b>   | <b>847 166 \$</b>     |
| <b>PASSIF</b>                            |   |  |  |                       |                       |
| Passif à court terme                     |   |  |  |                       |                       |
| Créditeurs (note 5)                      | 454 606 \$                              | - \$                                     | - \$   | 454 606 \$            | 413 457 \$            |
| Subventions perçus d'avance              | 130 642                                 | -  | -  | 130 642               | -                     |
| Subventions<br>reportées (note 8)        | 374 901                                 | -  | -  | 374 901               | 192 426               |
| Dû au fonds des contributions<br>pénales | 152 584                                 | -  | -  | 152 584               | 104 455               |
|  | <b>1 112 733</b>                        | <b>-</b>                                 | <b>-</b>   | <b>1 112 733</b>      | <b>710 338</b>        |
| <b>ACTIF NET</b>                         |   |  |  |                       |                       |
| FONDS D'ADMINISTRATION<br>AFFECTÉS       | 20 000                                  | -  | -  | 20 000                | 20 000                |
| FONDS D'ADMINISTRATION<br>NON AFFECTÉS   | 58 577                                  | -  | -  | 58 577                | 12 373                |
| FONDS DE<br>CONTRIBUTIONS<br>PÉNALES     | -                                       | -  | 152 584  | 152 584               | 104 455               |
|  | <b>78 577</b>                           | <b>-</b>                                 | <b>152 584</b>                                       | <b>231 161</b>        | <b>136 828</b>        |
|  | <b>1 191 310 \$</b>                     | <b>- \$</b>                              | <b>152 584 \$</b>                                    | <b>1 343 894 \$</b>   | <b>847 166 \$</b>     |

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**AU NOM DU CONSEIL D'ADMINISTRATION,**

\_\_\_\_\_, administrateur

\_\_\_\_\_, administrateur

**SERVICE D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS MARTHE  
VAILLANCOURT**

**ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE**

**EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2025**

Page 9

|  | <b>2025</b>       | <b>2024</b>       |
|--|-------------------|-------------------|
| <b>ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT</b>   |                   |                   |
| Excédent des produits sur les charges  | 94 333 \$         | 45 020 \$         |
| Variation nette d'éléments hors trésorerie liés au fonctionnement :                |                   |                   |
| Placements à court terme   | (370 366)         | (165 579)         |
| Débiteurs  | (18 386)          | (5 506)           |
| À recevoir du fonds d'administration   | (48 129)          | 21 083            |
| Frais payés d'avance   | 665               | (16 688)          |
| Créditeurs   | 41 149            | 17 398            |
| Subventions perçus d'avance  | 130 642           | -                 |
| Dû au fonds des contributions pénales  | 48 129            | (21 083)          |
| Subventions reportées  | 182 475           | 27 130            |
| <b>Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b> | <b>60 512</b>     | <b>(98 225)</b>   |
| <b>Trésorerie et équivalents de trésorerie au début</b>                            | <b>110 101</b>    | <b>208 326</b>    |
| <b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin</b>                            | <b>170 613 \$</b> | <b>110 101 \$</b> |

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont constitués de l'encaisse.

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

## **1. STATUT ET NATURE DES ACTIVITÉS**

Le Services d'Aide aux Victimes d'Actes Criminels Marthe Vaillancourt (S.A.V.A.C), est constitué selon la Partie III de la loi sur les compagnies du Québec, et agit à titre de mandataire du ministère de la Justice du Québec pour opérer et maintenir un Centre d'Aide aux Victimes d'Actes Criminels (C.A.V.A.C). L'organisme doit fournir des services de soutien et de réconfort aux victimes d'actes criminels et donner de l'information sur leurs droits et recours.

## **2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES**

L'organisme applique les normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif.

### **Utilisation d'estimations**

La préparation des états financiers exige que la direction procède à des estimations et pose des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés au titre des actifs et des passifs et sur les montants comptabilisés au titre des produits et des charges pour les exercices visés. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations. Les principales estimations portent sur la provision pour créances douteuses, la valeur nette de réalisation des stocks, l'évaluation des travaux en cours, la dépréciation des actifs financiers, la durée de vie utile des immobilisations corporelles et des actifs incorporels amortissables, la probabilité de réalisation des actifs d'impôts futurs et l'évaluation des crédits d'impôt à l'investissement.

### **Trésorerie et équivalents de trésorerie**

La politique de l'organisme consiste à présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires, y compris les découverts bancaires lorsque les soldes bancaires fluctuent souvent entre le positif et le négatif.

### **Dépréciation d'actifs à long terme**

Les immobilisations corporelles et les actifs incorporels amortissables sont soumis à un test de recouvrabilité lorsque des événements ou des changements de situation indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Une perte de valeur est comptabilisée lorsque leur valeur comptable excède les flux de trésorerie non actualisés découlant de leur utilisation et de leur sortie éventuelle. La perte de valeur comptabilisée est mesurée comme étant l'excédent de la valeur comptable de l'actif sur sa juste valeur.

Les actifs incorporels non amortissables sont soumis à un test de dépréciation lorsque des événements ou des changements de situation indiquent que leur valeur comptable pourrait excéder leur juste valeur. Le test de dépréciation consiste en une comparaison de la juste valeur des actifs avec leur valeur comptable. Lorsque la valeur comptable excède la juste valeur, une dépréciation est constatée pour un montant égal à l'excédent.

## **2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)**

### **Subventions reportées**

Les subventions relatives aux immobilisations corporelles sont comptabilisées à titre de subventions reportées puis amorties de la même façon que les immobilisations auxquelles elles se rapportent. Les subventions relatives aux charges sont comptabilisées en déduction de celles-ci.

### **Instruments financiers**

#### *Évaluation initiale*

L'organisme évalue initialement ses actifs financiers et ses passifs financiers créés ou échangés dans des opérations conclues dans des conditions de pleine concurrence à la juste valeur. Les actifs financiers et passifs financiers qui ont été créés ou échangés dans des opérations entre apparentés, sauf pour les parties qui n'ont pas d'autre relation avec l'organisme qu'en leur qualité de membres de la direction, sont initialement évalués au coût.

#### *Évaluation ultérieure*

L'organisme évalue ultérieurement tous ses actifs financiers et ses passifs financiers au coût ou au coût après amortissement.

Les actifs financiers évalués au coût après amortissement selon la méthode linéaire se composent de l'encaisse, des dépôts à terme, des comptes clients et autres créances, à l'exception des comptes clients d'une société sous contrôle commun, et des effets à recevoir.

Un passif financier émis par l'organisme dans des conditions de pleine concurrence qui est indexé sur un indicateur de sa performance financière ou sur la variation de la valeur de ses capitaux propres est réévalué au plus élevé de son coût après amortissement ou de la somme qui serait payable à la date de clôture selon le supplément résultant de l'indexation. Un tel passif contracté entre apparentés est réévalué au plus élevé de son coût ou de la somme qui serait payable à la date de clôture si l'on calculait à cette date le supplément résultant de l'indexation. Le montant de l'ajustement relatif au supplément est comptabilisé aux résultats et présenté comme une composante distincte de la charge d'intérêts.

#### *Dépréciation*

En ce qui a trait aux actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement, l'organisme détermine s'il existe des indications d'une possible dépréciation. Dans l'affirmative, et si l'organisme détermine qu'il y a eu au cours de l'exercice un changement défavorable important dans le calendrier ou le montant prévu des flux de trésorerie futurs, une réduction de valeur est comptabilisée aux résultats. Si les indications de perte de valeur s'atténuent ou disparaissent, la moins-value déjà comptabilisée doit faire l'objet d'une reprise de valeur dans la mesure de l'amélioration. La valeur comptable de l'actif financier ne peut être supérieure à ce qu'elle aurait été à la date de reprise de valeur si la moins-value n'avait jamais été comptabilisée. La reprise de valeur est comptabilisée aux résultats.

**SERVICE D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS MARTHE  
VAILLANCOURT**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES**

**31 MARS 2025**

**Page 12**

**3. PLACEMENTS À COURT TERME**

|  | <b>2025</b> | <b>2024</b> |
|--|-------------|-------------|
| Placement Banque Royale, CPG au taux de 3,4%, échéant le 25 octobre 2025.  | 750 000 \$  | - \$        |
| Placement Banque Royale, CPG au taux de 2,5%, échéant le 22 juillet 2025.  | 52 000      | -           |
| Placement Banque Royale, CPG au taux de 2,5%, échu le 10 avril 2025.       | 96 325      | -           |
| Placement Banque Royale, CPG au taux de 3,4%, échéant le 16 novembre 2025. | 16 349      | -           |
| Placement Banque Royale, CPG au taux de 4,05%, échéant le 19 mai 2025.     | -           | 568 378     |
| Placement Banque Royale, CPG au taux de 4,05%, échéant le 19 mai 2025.     | 29 505      | -           |
| Placement Banque Royale, CPG au taux de 4,05%, échéant le 5 avril 2025.    | 10 507      | 15 942      |
|  | <hr/>       | <hr/>       |
|  | 954 686 \$  | 584 320 \$  |

**4. DÉBITEURS**

|                           | <b>2025</b> | <b>2024</b> |
|---------------------------|-------------|-------------|
| Comptes clients           | 14 498 \$   | 4 350 \$    |
| Taxes de vente à recevoir | 30 468      | 11 085      |
| Autres                    | 1 053       | 12 198      |
|                           | <hr/>       | <hr/>       |
|                           | 46 019 \$   | 27 633 \$   |

**5. CRÉDITEURS**

|                                      | <b>2025</b> | <b>2024</b> |
|--------------------------------------|-------------|-------------|
| Comptes fournisseurs et frais courus | 50 374 \$   | 30 932 \$   |
| Salaires et avantages sociaux        | 312 995     | 303 534     |
| Retenues à la source                 | 91 237      | 78 991      |
|                                      | <hr/>       | <hr/>       |
|                                      | 454 606 \$  | 413 457 \$  |

Au 31 mars 2025, l'organisme avait des sommes à remettre à l'État pour 91 237\$.

## **6. INSTRUMENTS FINANCIERS**

### **Risques financiers**

Les risques importants découlant d'instruments financiers auxquels l'organisme est exposé au 31 mars 2025 sont détaillés ci-après.

### **Risque de liquidité**

Le risque de liquidité est le risque que l'organisme éprouve des difficultés à honorer des engagements liés à ses passifs financiers. L'organisme est exposé à ce risque principalement à l'égard de ses comptes fournisseurs.

### **Risque de crédit**

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un actif financier manque à l'une de ses obligations et amène de ce fait l'organisme à subir une perte financière. Le risque de crédit pour l'organisme est principalement lié aux effets à recevoir.

Pour les subventions à recevoir, l'organisme évalue, de façon continue, les montants à recevoir sur la base des montants dont il a la quasi-certitude de recevoir en s'appuyant sur leur valeur de réalisation estimative.

Pour les promesses de dons, l'organisme ne comptabilise à la fin de l'exercice que les montants qui sont reçus à la date d'achèvement des états financiers.

## **7. ENGAGEMENT**

L'engagement pris par l'organisme en vertu d'un bail totalise 192 808 \$ et les versements estimatifs à effectuer au cours des deux prochains exercices sont les suivants :

|      |            |
|------|------------|
| 2026 | 142 821 \$ |
| 2027 | 49 987 \$  |

**SERVICE D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS MARTHE  
VAILLANCOURT**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES**

**31 MARS 2025**

Page 14

**8. SUBVENTIONS REPORTÉES**

Les variations survenues dans le solde des subventions reportées sont les suivantes :

|  | <b>2025</b> | <b>2024</b> |
|--|-------------|-------------|
| Solde au début   | 192 426 \$  | 165 296 \$  |
| Montants comptabilisés à titre de produits de l'exercice | 182 475     | 27 130      |
| Solde à la fin   | 374 901 \$  | 192 426 \$  |

|   | <b>2025</b> | <b>2024</b> |
|---|-------------|-------------|
| Subvention FAVAC - Opitciwan  | 100 000 \$  | 100 000 \$  |
| Subvention FAVAC - Fonds affectés au Programme<br>Témoin Enfant (PTE)                     | 27 245      | 29 037      |
| RADAR 02  | 52 165      | 24 057      |
| Table régionale de concertation en violence conjugale et<br>agressions sexuelles (TRCVCS) | 24 000      | 20 000      |
| Tribunaux spécialisés   | 171 491     | 19 332      |
| Solde à la fin  | 374 901 \$  | 192 426 \$  |

Le solde des subventions reportées par projet se détaille comme ci-haut.

La subvention reportée de 52 165\$ pour Radar 02 inclut une affectation de 18 056\$ soit 11 600\$ pour un projet de vidéo promotionnel et 6 456\$ pour une entente d'un an pour une solution logicielle en infonuagique. La subvention reportée non affectée de Radar 02 s'établit donc à 34 109\$.

**9. AFFECTATION INTERNE**

|                  | <b>2025</b> | <b>2024</b> |
|------------------|-------------|-------------|
| Solde au 31 mars | 20 000 \$   | 20 000 \$   |

Les membres du conseil d'administration ont décidé d'affecter le don de charité de 20 000\$ reçu au cours de l'année financière 2015-2016, à des projets spéciaux au bénéfice de la clientèle des victimes d'actes criminels. Au 31 mars 2025, cette somme n'avait toujours pas été dépensée.

**SERVICE D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS MARTHE  
VAILLANCOURT**

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**

**EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2025**

Page 15

|  | <b>2025</b> | <b>2024</b> |
|--|-------------|-------------|
| <b>ANNEXE A - RADAR 02</b>                   |             |             |
| <b>PRODUITS</b>                              | 149 850 \$  | 42 908 \$   |
| <b>CHARGES</b>                               |             |             |
| Salaires                                     | 89 195      | 34 671      |
| Repas et déplacements                        | 8 321       | 1 389       |
| Honoraires                                   | 1 000       | 893         |
| Frais de bureau, matériel et équipement      | 3 677       | 2 851       |
| Promotion et publicité                       | 11 870      | 959         |
| Télécommunications                           | 9 675       | 60          |
| Frais de gestion                             | 11 000      | -           |
| Formation appréciation du risque homicide    | 14 190      | 2 085       |
| Frais de formation (pour la ressource RADAR) | 922         | -           |
|  | 149 850     | 42 908      |
| <b>SURPLUS</b>                               | - \$        | - \$        |